

49225  
Distr.: LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/TC/I/6

3 septembre 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

Secrétariat intérimaire de la Zone d'échanges préfé-  
rentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et  
de l'Afrique australe (ZEP)

Réunion du Comité des douanes et du commerce de la  
Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de  
l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

Lusaka (Zambie)

25-29 octobre 1982

PROJET DE MANDAT DU COMITE DES DOUANES  
ET DU COMMERCE

1. Le Comité des douanes et du commerce (ci-après dénommé "le Comité") désigne le Comité des douanes et du commerce créé en vertu de l'article 11 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommé "le Traité").
2. Le Comité se compose de représentants désignés à cet effet par les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommés "les Etats membres").
3. Le Comité a pour tâche d'aider les Etats membres à réduire et à éliminer en définitive les droits de douane et les barrières non tarifaires concernant les importations et les exportations de marchandises choisies qui feront l'objet d'échanges au sein de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommée "la Zone d'échanges préférentiels"), conformément aux dispositions du Protocole relatif à l'abaissement et à l'élimination des barrières douanières pour certains produits destinés à être échangés à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels joint au Traité comme annexe I.
4. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 3 du présent Mandat, le Comité doit notamment :
  - i) entreprendre, tous les deux ans, des négociations sur les produits qu'il convient d'inclure dans la Liste commune, ainsi que sur la réduction ou la suppression des droits de douane et barrières non tarifaires correspondant à ces produits et présenter à ce sujet, par l'intermédiaire de la Commission intergouvernementale d'experts de la Zone d'échanges préférentiels (ci-après dénommée "la Commission"), des recommandations au Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels (ci-après dénommé "le Conseil");
  - ii) demander, de temps à autre, aux Etats membres de soumettre des listes de produits présentant pour eux un intérêt à l'exportation et à l'importation ainsi que tous renseignements pertinents dont le Comité pourrait avoir besoin pour identifier les produits devant figurer sur la Liste commune;
  - iii) présenter, de temps à autre, au Conseil des recommandations en vue de modifier la Liste commune;
  - iv) formuler au Conseil des recommandations relatives au pourcentage commun sur la base duquel seront effectuées de nouvelles réductions tarifaires pour chaque groupe de produits inscrits sur la Liste commune au cours de chacune des séries de négociations;

- v) procéder régulièrement à l'examen de la Liste commune ainsi que des réductions ou des suppressions tarifaires et non tarifaires connexes, conformément aux directives que le Conseil pourra donner de temps à autre;
- vi) recommander au Conseil, par l'intermédiaire de la Commission intergouvernementale d'experts, les exemptions temporaires que ledit Conseil peut approuver en matière de réduction ou de suppression des droits de douane et des barrières non tarifaires ayant fait l'objet d'un accord;
- vii) se charger de toutes autres activités tendant à la libéralisation et à la promotion des échanges à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels, conformément aux directives que pourrait donner de temps à autre le Conseil.

5. Le Comité a également pour tâche d'aider les Etats membres à encourager la coopération en matière douanière et à prendre des mesures visant à harmoniser et normaliser leurs réglementations et leurs formalités douanières pour permettre l'application efficace des dispositions du chapitre IV du Traité afin de faciliter le mouvement des biens et des services marchands à travers leurs frontières, conformément aux dispositions du Protocole sur la coopération douanière à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe joint au Traité comme annexe II.

6. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 5 du présent Mandat, le Comité doit notamment :

- i) entreprendre toutes activités en matière de gestion et d'organisation des douanes, tout particulièrement en ce qui concerne :
  - a) les questions relatives au traitement préférentiel des exportations et des importations des Etats membres au sein de la Zone d'échanges préférentiels;
  - b) la simplification et l'harmonisation des réglementations et des procédures douanières en particulier en ce qui concerne l'évaluation des marchandises; la classification tarifaire, l'admission temporaire, la réexportation, les échanges frontaliers et le remboursement à l'exportation;
  - c) la prévention, la recherche et la répression des infractions douanières;
  - d) les installations et les programmes de formation pour le personnel des douanes des Etats membres;

- ii) promouvoir l'institution progressive de tarifs extérieurs uniformes en ce qui concerne les marchandises importées de pays tiers;
- iii) procéder à l'examen continu des progrès réalisés en ce qui concerne l'application des dispositions du Protocole sur la coopération douanière à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
- iv) réaliser des études et soumettre des recommandations à la Commission ou au Conseil portant sur les aspects pratiques de la coopération douanière entre les Etats membres, y compris la formation du personnel s'occupant de l'administration des douanes des Etats membres.

7. Pendant une période de dix années à partir de l'entrée en vigueur définitive du Traité, le Comité étudiera tous les renseignements concernant les droits de douane que les Etats membres transmettent au Secrétaire général de la Zone d'échanges préférentiels (ci-après dénommé "le Secrétaire général") conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 du Traité.

8. Le Comité présente à la Commission, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des propositions visant à établir un programme de réduction progressive des droits de douane entre les Etats membres en vue de leur élimination au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur définitive du Traité.

9. Le Comité soumet à la Commission des recommandations relatives à un programme tendant à l'institution progressive d'un tarif extérieur commun par les Etats membres.

10. Le Comité doit également assister les Etats membres à mettre en application les dispositions du Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels, joint au Traité comme annexe III.

11. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 10 du présent Mandat, le Comité doit notamment :

- i) formuler des propositions en vue d'assurer que les biens qui font l'objet d'un traitement préférentiel au sein de la Zone d'échanges préférentiels satisfont toutes les conditions requises par le Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels et que, dans une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur définitive du Traité, ces produits sont inscrits sur la Liste commune;

ii) aux fins des points iii), iv) et v) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1 de la règle 2 du Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels :

- a) formuler des recommandations au Conseil en vue d'élever le pourcentage de la valeur ajoutée résultant du processus de production à plus de 45 p. 100 du coût départ-usine des produits provenant des Etats membres à partir de matériaux importés de pays autres que les Etats membres ou d'origine indéterminée;
  - b) formuler des recommandations au Conseil relatives à l'établissement par ce dernier d'une liste des marchandises provenant des Etats membres et ne comprenant pas moins de 25 p. 100 de la valeur ajoutée, marchandises d'une importance particulière pour l'économie des Etats membres;
  - c) formuler des recommandations au Conseil relatives à l'établissement par ce dernier d'une liste des marchandises produites par les Etats membres, dont la consommation est importante et généralisée, ne comprenant pas moins de 30 p. 100 de la valeur ajoutée et pour lesquelles il existe actuellement une pénurie dans les Etats membres;
  - d) formuler des recommandations à la Commission relatives aux exemptions que le Conseil pourra accorder pour les marchandises importées dans les Etats membres, lesquelles ont subi un processus de transformation important ayant pour résultat leur classification ou leur aptitude à être classées dans une position tarifaire du NCCD autre que la position tarifaire du NCCD au titre de laquelle elles ont été importées et faisant l'objet d'une liste intitulée "Liste A";
  - e) formuler des recommandations à la Commission relatives aux exemptions que le Conseil pourra accorder pour les produits importés dans les Etats membres et n'ayant pas subi un processus de transformation important tel que défini au point d) du présent sous-paragraphe mais étant néanmoins considérés par le Conseil comme ayant subi un processus de transformation important et faisant l'objet d'une liste intitulée "Liste B";
-

- iii) formuler des recommandations à la Commission relatives au montant de la participation au capital-actions applicable au cours de la période de cinq ans prenant effet à partir de l'entrée en vigueur définitive du Traité aux entreprises des Comores et de Djibouti qui sont susceptibles de bénéficier des dispositions du Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels;
- iv) formuler des recommandations à la Commission relatives au montant de la participation au capital-actions applicable au cours de la période de cinq ans prenant effet à partir de l'entrée en vigueur définitive du Traité aux entreprises du Lesotho et du Swaziland qui sont susceptibles de bénéficier des dispositions du Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels;
- v) formuler des recommandations au Conseil relatives aux conditions qui doivent être imposées aux produits résultant d'un mélange de marchandises et acceptés comme originaires des Etats membres conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la règle 8 du Protocole sur les règles d'origine des produits qui seront échangés entre les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels.

12. Le Comité présente à la Commission, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des propositions relatives à un programme tendant à l'assouplissement progressif et en définitive à l'élimination, avant l'expiration de la période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur définitive du Traité, de tous les contingentements, de toutes les restrictions quantitatives ou équivalentes ou de toutes les interdictions qui s'appliquent dans un Etat membre à l'importation de biens originaires des autres Etats membres.

13. Le Comité est habilité à présenter à la Commission des propositions relatives à la période précise durant laquelle un Etat membre qui se heurte à des difficultés de balance des paiements dues à l'application des dispositions du chapitre IV du Traité peut, après avoir pris toutes mesures raisonnables pour surmonter ces difficultés, imposer des restrictions quantitatives ou équivalentes ou des interdictions sur les biens originaires des autres Etats membres.

14. Le Comité est habilité à présenter à la Commission des propositions relatives à la période précise durant laquelle un Etat membre peut, en vue de protéger une industrie naissante ou stratégique dont les produits figurent sur la Liste commune, et sous réserve d'avoir pris toutes les mesures raisonnables pour protéger cette industrie naissante ou stratégique, imposer des restrictions quantitatives et des restrictions similaires ou des interdictions sur des marchandises semblables originaires des autres Etats membres.

15. Le Comité est habilité à contrôler la mise en application des restrictions quantitatives ou équivalentes ou des interdictions imposées au titre de l'article 16 du Traité et présenter à la Commission des propositions à ce sujet.

16. Le Comité est de même habilité à présenter à la Commission des propositions relatives à l'application efficace des dispositions de l'article 17 du Traité ayant trait au "dumping".

17. Le Comité a également pour tâche d'assister les Etats membres à faciliter le commerce des marchandises réexportées entre eux conformément aux dispositions du Protocole sur la réexportation des marchandises à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels, joint au Traité comme annexe IV.

18. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 17 du présent Mandat, le Comité présente notamment des propositions visant à :

- i) faciliter, entre les Etats membres, le commerce des marchandises ré-exportées;
- ii) interdire la réexportation des marchandises importées sur leur territoire à partir de la République sud-africaine ainsi que la réexportation des marchandises en provenance d'un Etat membre vers la République sud-africaine;
- iii) assurer que les marchandises importées ou réexportées en violation des dispositions du Protocole sur la réexportation des marchandises à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels ne bénéficieront pas des privilèges au titre du Traité et du Protocole mentionné ci-dessus.

19. Le Comité aide les Etats membres à accorder la liberté de transit à travers leur territoire pour les biens en provenance d'un Etat membre de la Zone d'échanges préférentiels, conformément aux dispositions du Protocole relatif au commerce de transit et aux facilités de transit, joint au Traité comme annexe V.

20. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 19 du présent Mandat, le Comité doit notamment présenter les propositions visant à :

- i) encourager la liberté de transit à travers les territoires des Etats membres pour les biens à destination ou en provenance d'un autre Etat membre;
- ii) assurer que les Etats membres appliquent bien les dispositions du Protocole relatif au transit et aux facilités de transit.

21. Le Comité a également pour tâche d'aider les Etats membres à simplifier et à harmoniser leurs procédures et leurs documents commerciaux en vue de faciliter les échanges de biens et de services au sein de la Zone d'échanges préférentiels conformément aux dispositions du Protocole sur la simplification et l'harmonisation des documents et des procédures en usage dans le commerce, joint au Traité comme annexe I.

22. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 21 du présent Mandat, le Comité doit, notamment, entreprendre toutes activités ayant trait aux documents et procédures en usage dans le commerce à tous les stades des transactions commerciales dans la Zone d'échanges préférentiels et plus particulièrement aux procédures et documents se rapportant :

- i) aux opérations douanières relatives à l'exportation, la réexportation et l'importation de marchandises;
- ii) à la perception et à l'exonération des droits de douane;
- iii) aux licences d'exportation et d'importation;
- iv) au contrôle des changes;
- v) au dédouanement et à l'expédition des marchandises par des agents;
- vi) à l'assurance des marchandises et aux acquits-à-caution de transit;
- vii) aux opérations relatives au commerce de transit;
- viii) aux opérations de transport et à l'octroi de licences aux transporteurs;
- ix) au contrôle statistique et à la diffusion des informations sur les documents commerciaux.

23. Après une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur définitive du Traité, le Comité présentera à la Commission des propositions concernant la prorogation éventuelle de cette période de dix ans au cours de laquelle un Etat membre est habilité à refuser d'accepter comme répondant aux conditions requises pour un traitement préférentiel les biens pour lesquels le "drawback" est réclamé ou utilisé à l'occasion de leur exportation par l'Etat membre sur le territoire duquel les biens ont été soumis à la dernière opération de production.



24. Le Comité a également pour fonction d'aider les Etats membres à :

- i) favoriser l'établissement de contacts directs entre leurs organisations commerciales et organiser les échanges de renseignements entre ces organisations, à savoir : sociétés commerciales d'Etat, organisations de stimulation des exportations et de commercialisation, chambres de commerce, associations d'hommes d'affaires et centres d'information et de propagande commerciales;
- ii) favoriser la création d'organismes appropriés pour les échanges de produits agricoles, de minéraux, de métaux, d'articles manufacturés et de demi-produits dans les limites de la Zone d'échanges préférentiels;
- iii) organiser les activités de leurs sociétés commerciales d'Etat et autres, pour faire en sorte qu'elles jouent un rôle efficace dans le développement de la Zone d'échanges préférentiels.

25. Le Comité doit en outre :

a) faire appliquer tous règlements adoptés par le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels conformément aux dispositions des protocoles mentionnés dans le présent Mandat;

b) donner suite à toutes directives que le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels lui donne de temps à autre.

26. Le Comité présente, de temps à autre, des rapports et des recommandations à la Commission, soit de sa propre initiative, soit à la demande de la Commission ou du Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels, à propos de l'exécution des dispositions du Traité et des protocoles mentionnés dans le présent Mandat.

27. Le Comité exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'application effective des dispositions du Traité et de celles des protocoles mentionnés dans le présent Mandat.

28. Le présent Mandat doit être lu dans le contexte du Traité et des protocoles qui y sont mentionnés. Les dispositions du présent Mandat, d'une part, et les dispositions du Traité et des protocoles, d'autre part, s'appliquent sans préjudice les uns des autres; toutefois, en cas de contradiction absolue, les dispositions du Traité et celles des protocoles prévaudront.